

COMPTES-RENDUS

THAÏLANDE, ENTREPRISES ET AFFAIRES

FORMOSO, Bernard, *Thaïlande, bouddhisme renonçant, capitalisme triomphant*, Paris, La Documentation française, Collection Asie Plurielle, 2000, 180 p., 10 cartes, 12 tabl.

La collection *Asie Plurielle* dirigée par Pierre Gentelle offre, à qui veut voyager “documenté”, une série de guides culturels pour comprendre le fonctionnement et l’évolution du pays visité à partir d’une analyse socioculturelle. Ce volume rédigé par Bernard Formoso, professeur d’ethnologie à l’université de Paris X-Nanterre, comporte trois parties, rythmées en onze chapitres et encadrées par une introduction et une conclusion. Il faut ajouter quelques tableaux, où le lecteur remarque, entre autres données, que la population du pays est à peu près égale à celle de la France, que l’analphabétisme des femmes est deux fois plus élevé que celui des hommes, ou que les échanges dudit royaume sont principalement intra régionaux. Le volume offre un jeu de cartes qui permet de mémoriser, d’un simple coup d’œil, les territoires cédés aux puissances coloniales installées dans les pays voisins, ou la progression de l’écoumène agricole en un siècle et demi, par exemple. Sans oublier la bibliographie succincte mais suffisante pour une telle approche.

Le premier chapitre expose les variations géomorphologiques où la plaine deltaïque, centre fertile du pays, repousse les zones de faible relief à la périphérie. Ce centre héberge le cœur du royaume, Bangkok. L’hypertrophie de cette capitale ne masque pas le fait qu’au milieu des années 1990 huit Thaïlandais sur dix vivent à la campagne et que sept sur dix tirent de l’agriculture la plupart de leurs revenus, plaçant ici le pays au même niveau que le petit voisin enclavé, le Laos.

Ce schéma centre/périphérie s’applique au chapitre suivant qui concerne la géographie humaine. L’auteur dessine la carte de la répartition des populations, où l’on remarque que les austro-asiatiques, premiers occupants, sont rejetés sur la périphérie par les Thaïs conquérants du XIII^e siècle qui s’installent alors dans le centre.

Les chapitres trois et quatre parcourent une longue page d’histoire politique. Les familles nobiliaires qui géraient les principautés furent remplacées à la fin du XIX^e siècle par des agents spécialisés de l’État, le pays s’engageant dès lors dans un processus de modernisation. Mais le système se corrompt rapidement et les partis politiques mènent une version moderne des luttes tribales que se livraient les chefs de principautés, ainsi que le souligne l’auteur : “plutôt que d’être le fer de lance d’une ouverture démocratique, les partis politiques perpétuent sous une forme nouvelle les structures féodales de l’époque d’Ayuthaya”.

Avec la deuxième partie, l’auteur entre dans le vif de son sujet. Il analyse les rouages fondamentaux de la société qui ont maintenu la stabilité du royaume. La base de ce socle est la famille où le schème normatif aîné-cadet sert de modèle à tous les rapports hiérarchiques. Cette base est consolidée par le monastère, pôle institutionnel

et idéologique majeur ; ces deux institutions s'insèrent dans un espace plus englobant qui est la société, pyramide coiffée par la royauté qui maintient la cohésion sociale et spirituelle. En effet, le roi est toujours reconnu dans son rôle de défenseur et de régulateur de la Loi bouddhique. L'auteur, en quelques pages, décrit le rôle majeur de ce personnage qui allie la tradition et la modernité. En effet, cette figure suprême sait utiliser un instrument moderne de communication pour donner, devant cinquante millions de téléspectateurs, une leçon de philosophie dans la plus pure tradition thaïe aux deux protagonistes d'un conflit politique pour rétablir l'ordre socio-cosmique. Les exemples donnés par l'auteur décrivent bien la déstructuration des instances traditionnelles idéologiques et leur recomposition, afin de relever le double défi de la cohésion sociale et de la mondialisation économique dans laquelle la minorité chinoise, qualifiée de "force motrice" par l'auteur, pratique un capitalisme agressif.

La troisième et dernière partie est consacrée au miracle économique des deux dernières décennies faisant de la Thaïlande un modèle de développement pour tous les pays de l'Asie du Sud-Est. Toutefois, cette croissance exceptionnelle a accru les inégalités ; le développement "sauvage" a généré des déséquilibres dans toutes les structures stabilisatrices de la société ; si le pays évita l'implosion, il ne put juguler ni des émeutes violemment réprimées, ni des dissensions au sein du clergé. La crise de juillet 1997, qui entraîna toute l'Asie dans son sillage, stoppa l'euphorie, creva des bulles financières et mit à jour des créances douteuses. Ce choc violent permettra, peut-être, à la Thaïlande de repartir sur des bases économiques plus saines et sur des bases socioculturelles plus équitables.

Des petites fenêtres roses ouvertes soit sur un mythe, soit sur une citation ou encore sur l'origine du nom de Bangkok ou de la première occurrence du terme Siam, par exemple, agrémentent la lecture de ce travail très synthétique et qui permet d'acquérir une solide connaissance du pays.

Ce volume, peu encombrant, devrait accompagner tous les voyageurs en partance pour la Thaïlande, mais aussi les hommes d'affaires. Il est, en tout état de cause, une bonne lecture pour qui s'intéresse, tout simplement, à ce royaume dont le dynamisme ne fait aucun doute dès que l'on se penche sur les indicateurs économiques des deux dernières années.

Josiane CAUQUELIN

MCVEY, Ruth ed., *Money and power in provincial Thailand*, Copenhagen, Nordic Institute of Asian Studies, 2000, 288 p. [Nordic Institute of Asian Studies, Leifsgade 33, DK-2300 Copenhagen S, Danemark ; e-mail : books@nias.ku.dk]

Au croisement de la science politique et de l'économie sociétale, cet ouvrage collectif édité par Ruth McVey (SOAS, Londres) s'inscrit dans la lignée des recherches menées par Kevin Hewison¹, Anek Laothamas², Pasuk Phongpaichit et

¹ *Political Change in Thailand, democracy and participation*, Londres, Routledge, 1997, 320 p.

Chris Baker³, Bernard Formoso⁴ etc. Il rassemble neuf contributions développées à la suite de la 3^{ème} conférence internationale des études thaïes (S.O.A.S., 1993) et onze auteurs, trois thaïlandais, un japonais, et sept occidentaux.

L'objet de l'ouvrage est de montrer comment, en moins de trois décennies, la modernisation et la démocratisation ont influé sur la vie politique. De société traditionnelle gouvernée par des mandarins liés aux marchands et aux notables ruraux, la Thaïlande est devenue une démocratie moderne, animée par des partis portés par les milieux d'affaires, le pouvoir passant ainsi des thaïs aux sino-thaïs, avec pour résultat une démultiplication du patronage, une compétition intense et un accroissement de la violence (Ruth McVey).

Reste à identifier comment s'est opérée cette mutation. Pour Pasuk Pongpaichit (Chulalongkorn) et Chris Baker, elle a consisté à faire émerger du monde politique une série de 'patrons'. Au niveau urbain, ce sont les magnats de Bangkok (*chao sua*), pour la plupart des *teochiu* de Swatow, qui ont progressivement cessé, à partir des années 1970, de soutenir le monopole politique des militaires au profit de formules plus ouvertes. Au niveau provincial, ce sont les *chao pho* (i.e. parrains), soit les entrepreneurs plus ou moins mafieux qui ont choisi d'ajouter à leurs activités un engagement politique indirect. Les *chao pho* se sont multipliés pendant la période de dictature, puis à la faveur de la démocratisation ont été à même de contrôler les votes en échange des nombreux services rendus. Ce faisant, ils sont naturellement rentrés en conflit avec les *chao sua*. Et les uns comme les autres doivent désormais composer avec les '*chao thi*' ('génies fonciers'), les leaders paysans apparus en réaction à la volonté gouvernementale de contrôler l'agriculture. Sombat Chantornvong (Thamassat) s'intéresse plus précisément aux *chao pho*, dont le pouvoir repose à la fois sur l'adéquation au modèle traditionnellement positif des *nak leng* (hommes forts et 'de cœur') et, par-delà, sur l'aptitude à développer des activités rentables (légales, construction et distillation, et illégales). La seconde génération de *chao pho* – sans nullement renier le modèle – apparaît en sus comme fortement diplômée.

James Ockey (Canterbury, Nouvelle-Zélande) analyse la transformation du système politique. Avant le règne de Chulalongkorn, il reposait sur la légitimation par le centre des autorités locales ; puis une administration de type occidental a été mise en place. En accroissant la richesse rurale, l'aide américaine a contribué dans les années 1960 à l'émergence des *chao pho*, que les 'banques compradores' ont naturellement placés à la tête des branches locales lorsqu'elles se sont installées en province. La démocratisation a fait d'eux les gestionnaires des élections ; les sommes dépensées pour l'achat des votes ont connu une progression spectaculaire (plus de 4 milliards

² *Business associations and the new political economy of Thailand : from bureaucratic polity to liberal corporatism*, Boulder, Westview Press ; Singapore Institute of Southeast Asian Studies, 1992 ; xiii, 202 p.

³ *Thailand's boom !*, Chiang Mai, Silkworm Books, 1996, 270 p.

⁴ *Identités en regard ; destins chinois en milieu bouddhiste thaï*, Paris, CNRS Éditions, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, coll. Chemin de l'ethnologie, 1999, 288 p. ; bibliographie ; glossaires ; index (J. Cauquelin, C.R. *Péninsule* n° 40, 2000, pp. 187-188).

US \$ en 1996), tout comme la violence et l'intimidation. Partant, les rapports de subordination entre le 'central' et le 'local' se sont pour partie inversés : des politiciens locaux sont désormais potentiellement à même de contrôler le centre.

Pour autant que ces jeux d'influence ne se réduisent pas aux *chao pho* ; la démocratisation de la vie politique thaïlandaise s'est traduite par l'importance croissante des réseaux professionnels (Michael Montesano, National University of Singapore) opérant dans des secteurs strictement légaux. En trois ou quatre décennies, la société de marché teochiu a élaboré des pratiques qui se sont ensuite inscrites au cœur de la politique thaïlandaise. Pendant des années, les petits et moyens entrepreneurs chinois n'ont pas cherché à se lier aux élites thaïes ; puis leurs activités professionnelles ont conduit les plus performants d'entre eux à intégrer les chambres de commerce et les établissements bancaires, faisant ainsi émerger un nouveau type de compradores, en charge de l'articulation entre le centre et les provinces. Et ils ont fini à leur tour par rentrer dans l'arène politique.

Daniel Arghiros (Hull) montre que, au moins dans un district de la province d'Ayutthaya, des entrepreneurs (ici les producteurs de briques, aux trois-quarts d'ethnie thaïe) se sont organisés en associations suffisamment performantes pour influencer l'administration locale si nécessaire. L'association a pour but premier de créer des liens entre des entrepreneurs jusque-là isolés, de fournir du crédit court terme (par tontine) et de gérer les relations avec l'administration, la police etc. ; mais de manière croissante, elle soutient ceux de ses membres qui candidaient aux élections. Un mouvement de même ordre s'observe à Khorat (Yoko Ueda, Kobe), dont les entrepreneurs ont profité du *boom* créé par la présence de bases américaines, puis par l'ascension politique de Chatichai Choonhavan (originaire de la province) ; jusqu'à la fin des années 1980, ils se sont financés par des moyens non-bancaires, notamment l'escompte de chèques post-datés. Si 90% des entrepreneurs les plus influents sont des Sino-thaïs de la seconde génération, originaires de toutes les provinces de Thaïlande, les tendances récentes vont dans le sens d'un déclin des associations chinoises au profit de groupements plus larges (chambres de commerce, Rotary etc.), et d'une participation croissante à la vie politique locale.

D'une manière générale, les relations entre administration et hommes d'affaires ont évolué, ces derniers représentant le plus grand nombre d'élus au niveau national et local. L'étude de Khon Kaen, l'une des provinces les plus pauvres et les moins industrialisées du pays, montre que, même là, les jeunes entrepreneurs (sino-thaïs) apparaissent moins chinois (donnant la préférence aux associations professionnelles plutôt qu'aux associations communautaires, dirigées par leurs parents) et plus enracinés localement (Kevin Hewison, New England et Maniemai Thongyou, Khon Kaen). Opérant majoritairement dans les services, ils sont partie prenante d'un réseau politique local efficace attestant l'émergence d'un 'nouveau' type sociologique largement différent de celui des 'traditionnels' *chao pho*.

Une autre attestation de cette mutation socio-politique est le rôle joué par la bourgeoisie provinciale (hommes d'affaires, professions libérales, universitaires, fonctionnaires etc.) dans les manifestations de 1992, réclamant une pratique politique plus transparente (James LoGerfo, Bank of America). Alors que les classes moyennes avaient bien accueilli le coup d'Etat renversant le gouvernement 'démocratique' de Chatichai (lequel, à force d'utiliser l'appareil pour

l'enrichissement de sa clientèle, avait fini par exaspérer les prédateurs 'traditionnels', les militaires), elles ont participé aux bureaux de surveillance des élections (PollWatch) créés en 1992, et réclamé dans plus de 40% des provinces un gouvernement élu et non-corrompu. L'action de l'Union pour les libertés civiles (UCL), des ONG, du PollWatch, des étudiants et des juristes professionnels a été déterminante dans le mouvement quand les hommes d'affaires provinciaux restaient largement en retrait.

Largement documenté, appuyé sur de solides études de terrain (enquêtes, statistiques etc.) et une abondante bibliographie, cet ouvrage fait efficacement le point sur la mutation de la société thaïlandaise au cours des trente dernières années : alors même qu'elle plaçait l'argent au centre du système politique, s'exprimait de manière croissante la demande d'une plus grande transparence du système politique, animée par l'émergence d'un embryon de société civile autour des classes moyennes. Le tout allait paradoxalement aboutir à la réforme constitutionnelle de 1997 et, en janvier 2001, à l'élection du plus riche homme d'affaires du pays, Thaksin Shinawatra, au poste de Premier ministre.

Marie-Sybille de VIENNE

RÉGNIER, Philippe, *Small and medium enterprises in distress, Thailand, the East Asian crisis and beyond*, Aldershot, Gower, 2000, 181 p. [Gower Publishing Ltd, Gower House, Croft Road, Aldershot, Hampshire GU11 3 HR, UK]

En remettant en question le discours qui prévaut sur le 'miracle asiatique', la dernière 'crise' asiatique a stimulé la recherche sur les économies d'Asie orientale, suscitant au bas mot la publication de plusieurs dizaines d'ouvrages depuis 1997, comme ceux de Manuel Montes⁵, H.W. Arndt et Hal Hill⁶, Max Corden⁷, David Goodman et Gerard Segal⁸, Karl Jackson⁹ etc. Reste que ces travaux s'intéressent pour l'essentiel aux données purement macroéconomiques de la crise, qu'il s'agisse d'en expliquer les causes ou de se prononcer sur son traitement, sans s'intéresser à ses aspects microéconomiques, alors même qu'il se révèle de manière croissante dans la zone un problème de perte de compétitivité. C'est pour combler cette lacune que Philippe Régnier, directeur du Centre de recherche sur l'Asie Moderne de l'Université de Genève, s'est intéressé au problème des petites et moyennes

⁵ MONTES, Manuel F., *The currency crisis in Southeast Asia*, Singapour, ISEAS, 1998, 78 p.; MONTES, Manuel F. & POPOV, Vladimir V., *Asian crisis turns global*, Singapour, I.S.E.A.S., 1999, 123 p. [C.R. Péninsule n° 40, pp. 191-193]

⁶ ARNDT, H.W. & HILL, Hal eds., *Southeast Asia's economic crisis*, Singapour, I.S.E.A.S., 1999, 182 p. [C.R. Péninsule n° 40 pp. 188-191]

⁷ CORDEN, Max, *The Asian crisis, is there a way out*, Singapour, ISEAS, 1999, 88 p.

⁸ GOODMAN, David S.G & SEGAL, Gerald eds., *Towards Recovery in Pacific Asia*, Londres, Routledge, 1999, 160 p.

⁹ JACKSON, Karl D. ed., *Asian contagion : the causes and consequences of a financial crisis*, Singapour, ISEAS, 1999, 304 p.

entreprises (PME) en Thaïlande ; à cette fin, il a effectué une année d'enquête de terrain (1999-2000), dans le cadre du Sasin Graduate Institute of Business Administration (Chulalongkorn).

La crise a en effet révélé en Thaïlande que si les PME étaient virtuellement absentes des préoccupations des décideurs politico-économiques, et peu liées aux conglomérats, elles n'en représentaient pas moins une importante source d'emplois et de produits à même de satisfaire les besoins d'une population à faibles revenus (plus de 60% de la main d'œuvre et de la production industrielle selon certaines sources). Quel rôle donc attribuer aux PME¹⁰ (à ce jour au nombre de quelque 400.000) dans le développement futur de la Thaïlande ?

L'analyse de P. Régnier se déroule en trois parties. La première (ch. 1 à 4) dresse un état des lieux des PME thaïlandaises et sur cette base, analyse l'impact de la crise. La Thaïlande a stratégiquement joué les grands groupes, étrangers ou nationaux. Les PME, majoritairement sino-thaïes, ont fondé leur développement sur celui du marché intérieur, et, le cas échéant sur des 'délocalisations' en zone rurale. Reste qu'elles sont pénalisées par un manque de formation, et ce jusqu'aux entrepreneurs eux-mêmes dont moins de 30% ont fait des études supérieures. Quant à la contribution des PME industrielles à la valeur ajoutée du secteur, elle varie de 1 à 3 selon les sources thaïlandaises elles-mêmes, et l'on ignore leur poids dans les exportations. Ce manque d'intérêt des pouvoirs publics pour les PME se voit confirmé par le fait qu'il a fallu attendre la crise pour que les autorités thaïlandaises dotent les PME d'une définition légale. Et qu'à l'inverse, les entreprises 'non enregistrées' peuvent représenter jusqu'au cinquième de certaines branches d'activité ! Partant, lorsque le gouvernement a élaboré – avec l'aide des Japonais – un plan de développement des PME en 1999, il l'a fait quasiment en aveugle (les statistiques n'enregistrent pas les PME de moins de 10 personnes, etc.). En dehors de deux études de la Banque Mondiale et d'une de la JICA, aucun travail n'a été mené sur l'impact de la crise sur les PME. De fait, la crise s'est traduite pour les PME par une réduction radicale de la production et une sous-utilisation de la capacité de production. Elles ont souffert d'un manque de liquidités dû à la baisse brutale de la demande ; et surtout leurs charges ont augmenté du fait du renchérissement des importations. Leur dette s'est donc fortement accrue quand 80% d'entre elles diminuaient leur production, et, partant, leurs effectifs.

La seconde partie (ch. 5 à 7) passe au crible la politique l'ajustement structurel. La Thaïlande a d'abord joué le développement d'entreprises publiques pour contrebalancer un capitalisme essentiellement 'étranger', chinois ou occidental à partir du milieu des années 1930 ; il fallut attendre les années 1960 pour que les entreprises privées soient encouragées, et seulement les plus grandes. Ce n'est que fin 1998 que le gouvernement a commencé à s'intéresser aux PME, et encore parce que le premier de ses donateurs d'aide publique au développement, le Japon, leur destinait la moitié du 'fond Miyazawa'. Un comité interministériel de promotion des PME a ainsi été mis en place quand les Japonais débloquaient plus d'un milliard \$ d'aide pour les PME thaïlandaises et déléguaient un expert du MITI ; il en résultait

¹⁰ Entreprises d'au plus 200 salariés.

une série de mesures financières (lignes de crédit, ouverture d'un second marché boursier), fiscales (baisse de la TVA), et un projet de développement des liens entre PME et grands groupes. Reste que le plan présentait plusieurs lacunes, d'abord en ne se dotant pas d'un instrument d'évaluation des PME, ensuite en ignorant la demande ; enfin en n'abordant aucun des problèmes sensibles des PME, l'enregistrement, le financement quand le problème de la formation était à peine effleuré. Les mesures proposées soulèvent de surcroît des critiques de fond. Restructurer les organismes finançant les PME paraît un contresens au vu de leur inefficacité, tout comme leur éventuelle délocalisation en province qui risque d'accroître le jeu du patronage ; quant au 'second marché' boursier, il a imposé des critères tellement restrictifs qu'aucune PME n'a pu y accéder (p. 82). La volonté d'améliorer la compétence des 'PM-entrepreneurs' paraît un vœu pieux quand on sait qu'avant la crise, 8% seulement des PME auraient reçu le soutien du Board of Investment, et que les organismes de soutien restent à créer. La création de l'ISMED (Institute of SME [PME] Development) a manqué de transparence. Enfin le problème de l'emploi n'a guère été abordé quand celui du marché paraissait mal posé : comment réserver certaines niches ou cibles aux PME ; pourquoi fonder le développement des PME sur l'électronique ou la mécanique etc. Il est clair que le gouvernement n'est guère crédible sur ce dossier. La coordination des agences gouvernementales censées mettre en œuvre le décret sur la promotion des PME s'avère difficile sur le terrain, ce qu'aggravent les rivalités entre les ministères. Les connections continuent à primer sur les compétences, isolant ainsi les entrepreneurs locaux. La situation est d'autant plus inquiétante que l'économie thaïlandaise est loin d'avoir récupéré : les difficultés japonaises, la décélération américaine freinent la reprise des exportations ; plus gravement, la priorité accordée à la restauration des équilibres financiers a pénalisé les entreprises, qui auraient eu besoin de 1000 milliards bahts pour pouvoir récupérer des liquidités. Alors que les grandes entreprises sino-thaïes se modernisent en perdant progressivement leur caractère familial, les PME restent à l'écart des instruments de cette modernisation, la Fédération des Industries de Thaïlande (FTI) et les banques.

La troisième partie (ch. 8 à 10) analyse la résistance à la crise des PME liées directement ou indirectement aux firmes étrangères (sous-traitance, approvisionnement etc.), en comparant la situation thaïlandaise avec celle de la Malaysia et de la Corée du Sud, sur la base de questionnaires dans ces deux derniers cas, et – au vu de la méfiance des PME – d'enquêtes en Thaïlande. Une vingtaine de PME thaïlandaises a été comparée à une trentaine de PME sud-coréennes et à quelque 450 malaysiennes. Il apparaît ainsi que la baisse de la monnaie a accru la compétitivité à l'exportation, ce qui a pu en partie compenser la baisse de la demande intérieure, à ceci près qu'en Malaysia, le nombre de PME exportatrices a diminué d'un tiers. Par contre, il n'est pas évident que la sous-traitance ait permis une meilleure résistance à la crise. Enfin, les rares PME à participation étrangère ont mieux résisté à la crise en Thaïlande, alors que c'est l'inverse que l'on a observé en Malaysia ; et que la question n'est pas pertinente en Corée. Quatre études de sous-traitants thaïlandais (mécanique, plastique, et électronique) montrent la crise a pu être surmontée de manière positive par une reconfiguration de la clientèle ou par une aide du principal client, le plus souvent japonais. Celle de quatre autres firmes à capitaux

étrangers, cette fois de produits finis (joaillerie, partenaire américain ; textile, partenaire français ; agroalimentaire, partenaire japonais ; électrique, partenaire taiwanais), atteste aussi d'une bonne résistivité. Dans tous les cas, l'aide apportée par les pouvoirs publics a été inexistante.

En conclusion, l'auteur suggère quelques options. 1°) Créer des associations de PME réellement représentatives, à ce jour quasi-inexistantes en raison de l'atomisation des activités des entrepreneurs sino-thais qui ont tendance à multiplier les structures. 2°) Développer des liens réels entre la base (les PME) et les administrations concernées. 3°) Développer des liens entre les divers acteurs du secteur privé (capital risque, second marché, fonds d'investissement dans les PME etc.), et encourager l'approvisionnement local des plus grosses firmes nationales et étrangères, ces dernières mesures allant à l'encontre de la libéralisation commerciale imposée par le GATT, mais dans le sens de l'AFTA.

Particulièrement bien documenté, l'ouvrage de P. Régnier livre ainsi une précieuse 'somme' d'informations sur les PME thaïlandaises. Il présente en sus le grand mérite d'offrir une lecture sans complaisance du traitement de 'l'économie réelle' par les pouvoirs publics thaïlandais lors de la crise, démontrant ainsi abondamment qu'un développement ne peut sans risques se réduire à celui des grandes entreprises.

Marie-Sybille de VIENNE

RÉFORMES ET TRANSITION

BOURDET, YVES, *The economics of transition in Laos, from socialism to ASEAN integration*, Cheltenham, Edward Elgar, 2000, 173 p. [Edward Elgar, Glensada House, Montpellier Parade, Cheltenham, Glos GL 1UA, Royaume-Uni]

Depuis la seconde moitié des années 1980, les économies des trois pays indochinois et de la Birmanie sont passées d'un socialisme plus ou moins tempéré à l'économie de marché. Cette mutation a rouvert le champ des études économiques, y compris dans le plus petit des quatre Etats, le Laos, comme en témoignent les recherches de Christian Taillard¹¹, Mya Than et J. L.H. Tan¹², M.S. de Vienne et J. Népote¹³, Kym Anderson¹⁴ etc. C'est dans cette perspective que s'inscrit le dernier ouvrage d'Yves Bourdet, professeur à l'Université de Lund et chargé depuis 1988 de

¹¹ *Le Laos, stratégie d'un Etat-tampon*, Montpellier, coll. Territoires, Montpellier, G.I.P. Reclus, 1989, 200 p.

¹² *Laos dilemmas and options, the challenge of economic transition in the 1990s*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 1996, 344 p. (C.R. *Péninsule* n° 34 pp.)

¹³ VIENNE, Marie-Sybille (de) & NEPOTE, Jacques, éd., *Laos, 1975-1995, restructurations économiques et développement, esquisse d'un premier bilan*, Paris, Cahiers de Péninsule n° 3, 1995, 225 p.

¹⁴ *Lao economic reform & and WTO accession*, Singapour, ISEAS, 1999, 144 p.

la coopération de la Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA) avec le Laos.

L'objet de l'étude est d'évaluer, sur une décennie et demie, la transition du Laos, un petit pays pauvre et majoritairement rural. Il faut comprendre d'abord qu'elle s'est opérée sans changement politique, et ce d'autant plus que la conduite des réformes est passée des 'réformateurs par conviction' aux 'réformateurs par nécessité'; tout au plus le rôle de l'armée s'est accru, parce que son adhésion à la politique de réformes lui a valu des droits d'exploitation sur certains secteurs économiques (bois, etc.). Avec la crise asiatique, le kip a perdu les trois quarts de sa valeur, et les investissements étrangers se sont effondrés. Partant, l'intégration du Laos à l'AFTA devrait s'effectuer de manière très progressive, de 2003 à 2015, mais n'en affecterait pas moins le quart des ressources budgétaires du pays (droits de douane).

La première vague de réformes (1986-1990) a consisté à décollectiviser : privatisation des entreprises d'Etat, et suppression des coopératives (de l'ordre du cinquième de la main d'œuvre agricole). Au début des années 1990, le secteur privé dominait ainsi déjà l'économie, protégé qu'il était par la loi sur la propriété et l'héritage (1990), puis par la Constitution (1991). En synchronie, devant une décentralisation devenue le principal frein aux réformes, le gouvernement recentralisait l'administration et le budget. La libéralisation des prix et la suppression des barrières inter-provinciales a stimulé la production, quand la réduction d'un cinquième du nombre de fonctionnaires créait un marché du travail. Une compétition est apparue dans le secteur des services. Le jeu du marché était toutefois freiné par un manque d'infrastructures et une faible monétisation, par une concurrence réduite, et par la préférence des banques pour les entreprises d'Etat. Globalement, les résultats furent mitigés : hausse de l'inflation et du déficit budgétaire et commercial ; progression de l'industrie et des services ; et surtout chute de la croissance agricole.

Reste à comprendre pourquoi. La collectivisation s'était opérée en deux temps au Laos, d'abord par mise en place d'un monopole d'Etat sur le commerce des produits agricoles et par une refonte de l'impôt agricole (1976) ; ensuite par mise en place de coopératives rizicoles (1978). Devant l'échec qui s'ensuivit, ces dernières furent (1980-86) transformées en coopératives commerciales ou de services à la faveur de la décentralisation de la commercialisation, mais elles ne représentèrent au plus que le quart des zones cultivées car l'environnement macroéconomique ne leur était guère favorable (forte inflation et surévaluation du taux de change). Si les réformes ont unifié et libéralisé le taux de change etc., leur impact sur la productivité agricole n'a pas paru déterminant, suggérant l'hypothèse que l'agriculture laotienne n'est pas tant passée du socialisme au marché que de la 'subsistance' au marché.

De fait, lorsque l'on examine plus avant les aspects macroéconomiques de la transition laotienne, il apparaît que le Laos a suivi un schéma original en ouvrant l'économie avant d'imposer une rigueur monétaire et budgétaire. Si les résultats, bien que limités pour l'essentiel à l'économie urbaine, ont été globalement positifs, progression des services, croissance et amélioration des échanges (exportations de produits manufacturés, réexportations) etc., le Laos n'en a pas moins été gravement touché par la crise de la fin des années 1990, et ce d'autant plus que se révèlent désormais deux séries de problèmes structurels : une bipolarisation de l'économie

(rurale / urbaine) et l'émergence d'une 'économie de marchandage', dirigée par un petit nombre d'acteurs, où les officiels multiplient les rentes de situation.

L'une des explications en serait les difficultés budgétaires. Avant les réformes, les recettes provenaient au deux tiers des entreprises d'État ; les dépenses étaient réparties pour moitié entre les infrastructures et les investissements, l'important déficit budgétaire (7% du PIB) étant couvert par l'aide extérieure. Avec les réformes (1988-91 puis 1995-96) la fiscalité a été complètement réorganisée, à la fois plus diversifiée (le commerce extérieur contribue pour environ un quart), mais en même temps rigidifiée. Il en a résulté un fort déficit budgétaire, suivi d'une période de rééquilibrage partiel, l'investissement public continuant d'être financé par l'aide.

Les réformes ont été moins visibles en ce qui concerne le marché du travail, car près de 90% de la population travaille encore dans l'agriculture, et le sous-emploi y est important. La population laotienne est caractérisée par un faible exode rural, et une forte différenciation entre la ville et la campagne, où la participation des femmes au travail est plus forte. A cela s'ajoute l'illettrisme d'au moins 30% de la population. Les différences d'éducation selon les sexes, importantes, sont en cours de réduction (de fait, plus les tâches sont évoluées, plus l'écart de salaires entre hommes et femmes se réduit). L'introduction d'un code du travail, puis d'un salaire minimum, a permis la modernisation du marché du travail urbain, mais limitée à l'industrie et aux services les plus évolués. Est ainsi apparu un chômage, fortement différencié entre les provinces, essentiellement celui de jeunes sans formation et majoritairement masculin, aggravé par une faible mobilité géographique. Globalement, la faible qualification de la main d'œuvre reste un handicap majeur du Laos.

Reste que cette lecture demeure trop réductrice, car elle ne tient pas compte d'une forte disparité économique (démographique etc.) entre les régions. Les provinces les plus pauvres sont celles du Nord, avec un niveau de richesse représentant 40% de celui des provinces centrales (Vientiane etc.) ; des disparités de même ordre existent entre les districts d'une même province. La pauvreté va de pair avec l'illettrisme (plus de 80% de la population dans les provinces les plus pauvres), aggravé par le pluralisme ethnique (13% seulement de la population des provinces les plus pauvres parle le lao comme langue maternelle), le manque d'infrastructures, notamment d'irrigation. *A contrario* le 'décollage' des provinces les plus riches s'explique par une concentration de ressources, y compris de main d'œuvre et donc de consommateurs, suffisamment forte pour que puisse s'y constituer un véritable marché : la municipalité de Vientiane représente ainsi plus de 90% (en valeur) de la production industrielle. Le développement futur du pays passe par donc la création de micro-entreprises en zone rurale.

Fruit de plus de dix ans d'expérience de terrain, abondamment documenté (données chiffrées, bibliographie etc.), ouvrant chaque chapitre par un 'point' théorique, cet ouvrage constitue l'un des rares ouvrages de référence sur le sujet. Tout au plus regrette-t-on que l'abondante documentation chiffrée n'ait pas été cartographiée, ce qui aurait permis de superposer les différentes grilles de lecture, et de pousser encore plus loin l'analyse.

Marie-Sybille de VIENNE

BROWN, Frederick Z. & David G TIMBERMAN eds., *Cambodia and the international community, the quest for peace development and democracy*, Singapour, Institute of South East Asian Studies (ISEAS), Asia society, 1998, 202 p. [ISEAS, 30 Heng Mui Keng Terrace, Pasir Panjang rd, Singapore 119614 – fax : (65) 775-6259 – e-mail : pubunitiseas.edu.sg]

Cet ouvrage est issu d'une conférence internationale tenue à Washington DC en mars 1997, et d'un projet de réflexion soutenu par diverses fondations américaines (Asia Society, Asia Foundation, US Institute of Peace, Center for International political economy) qui visait à analyser et évaluer les progrès faits par le Cambodge et la communauté internationale pour ramener la paix dans ce pays, le développement et la démocratie. A la suite des événements de juillet 1997, les auteurs ont dû revoir leurs copies alors que les investisseurs étrangers (entreprises, gouvernements, organisations internationales) avaient le sentiment que tous leurs efforts avaient été vains et des milliards de dollars dépensés en pure perte.

Les contributions tentent de répondre aux questions d'actualité relatives au Cambodge, de cerner les causes des dysfonctionnements, d'évaluer les actions entreprises avant 1997 et d'étudier la façon dont la communauté internationale peut jouer un rôle pour que tout aille mieux dans le futur en matière de reconstruction et de maintien de la paix.

L'article de David Chandler développe une pertinente analyse (publiée par ailleurs) montrant comment persiste dans le Cambodge contemporain une tradition de gouvernement autoritaire, fondée sur des rapports de clientèle, qui fait le jeu de puissances étrangères dans l'exploitation des ressources et le contrôle du pays : la culture politique de cette tradition autoritaire n'est pas tournée vers la recherche du bien être commun mais vers la quête du pouvoir et des moyens de s'y maintenir.

David Ashley s'interroge sur l'échec de la résolution de conflits. L'échec partiel de la mission de l'APRONUC (UNTAC) s'explique par son lent déploiement, la difficulté à exécuter le plan prévu, l'échec de la démilitarisation, de la dénonciation des crimes en matière de droits de l'homme commis par le PPC, et la faiblesse de la police civile. La présence de l'APRONUC n'a rien changé à la dynamique de quête du pouvoir des différents chefs de guerre cambodgiens, soutenus par diverses puissances étrangères. La crise continuelle du Cambodge était déjà en germe dans les accords de Paris, dans les présupposés qu'ils contenaient concernant la construction d'une nation. Il était irréaliste de croire que le processus électoral permettrait de résoudre les conflits et les rivalités qui minent la société cambodgienne ; les élections en elles-mêmes n'inculquent pas des normes et des comportements démocratiques chez des dirigeants pour lesquels la protection de leurs clients est plus importante que la justice. Le partage du pouvoir était une solution irréaliste dans une société aussi profondément conflictuelle et connaissant une réelle violence politique. La priorité accordée au développement économique, favorisée par la communauté internationale à la suite des élections, était une erreur tant que les structures politiques et institutionnelles n'étaient pas renforcées dans une perspective de paix et de stabilité. L'octroi d'aides détachées des performances du gouvernement et de celles de ses dirigeants a laissé cours à tous les abus, car chaque partie a cherché à accumuler des

richesses par tous les moyens pour s'armer. Enfin D. Ashley développe différentes solutions pour en finir avec l'histoire meurtrière des Khmers Rouges, mieux en comprendre les causes rétablir la vérité et la justice dans un esprit de réconciliation.

Judy Legerwood rappelle combien le développement rural devrait être une priorité, élaborée au plus près des besoins et réalités des paysans. Alors que l'économie des campagnes, encore très pauvres, stagne, l'auteur dénonce le détournement des aides par la capitale et la faiblesse des moyens mis à disposition par le gouvernement, que ce soit dans le domaine agricole, éducatif ou sanitaire. Elle souligne le manque de données concernant les relations sociales dans les villages alors que certains dénoncent le manque de solidarité et de cohésion sociale, et engage à poursuivre des recherches sur les systèmes de parenté et l'entraide qui, selon elle, structurent les échanges. Elle réfute les visions coloniales de l'indolence khmère, les communautés villageoises – qui s'organisent pour la reconstruction des temples –, pouvant aussi devenir les acteurs de leur propre développement si on leur en donne les moyens.

Narankiri Tith dresse un tableau de l'économie cambodgienne et des enjeux d'un développement économique durable en soulignant les atouts et les points faibles du pays. Kirk Talbott analyse les coupes de bois, montrant comment, bien gérées, les forêts pourraient constituer une source de revenus conséquents et pérennes pour le pays. Lao Mong Hay et Kao Kim Hourn, deux éminents penseurs cambodgiens, concluent l'ouvrage sur les thèmes de la construction de la démocratie et des relations avec la communauté internationale, appelant au renforcement de la société civile gage de démocratisation, tout en contribuant au développement économique du pays.

En conclusion, les obstacles au développement du Cambodge sont lourds : l'ouverture à une économie de marché transparente demeure difficile ; la corruption rampante freine les investissements ; l'économie est dominée par des trafics de bois et de narcotiques ; le traitement de la question khmère rouge, qui renvoie à la démilitarisation et à la réconciliation nationale, en intégrant de manière concertée le poids du passé est loin d'être évident. Les priorités avancées pour le futur sont la protection et le renforcement de la société civile, et des ONG locales dont les acteurs ont été formés à la promotion des droits de l'homme et à la démocratie. Cet effort sera vain tant que les dirigeants conservent leur culture politique autocratique et intolérante. Enfin la reconstruction de l'économie et le soutien à des politiques économiques doivent être pensés dans une perspective de développement durable, avec le souci de s'adresser aux plus pauvres.

Les regards et les analyses posés sont définitivement ceux d'intellectuels, qui certes s'intéressent parfois depuis longtemps au Cambodge, voire même de Cambodgiens impliqués dans une action politique, mais ils ne témoignent pas de ce qu'est la société cambodgienne actuelle (80% de paysans) car ils sont trop imbibés de leurs propres attentes et manières de penser : urbains étrangers ou sino-khmers instruits à l'étranger, porteurs de messages et d'analyses intéressants, mais qui ne sauraient représenter le monde rural. Le Cambodge reste perçu à partir du lieu où les affaires se décident : la ville. Cet ouvrage est donc tout autant une introduction aux questions de développement et de relations internationales au Cambodge qu'une bonne représentation de la mentalité et des représentations des "développeurs" anglo-saxons

ou de leurs alliés scientifiques qui s'inscrivent dans un discours finalement assez fade car trop consensuel et détaché du Cambodge profond, qui est encore bien loin des tergiversations de la communauté internationale tout en subissant les lointaines conséquences de choix élaborés sans être consulté ni compris. Ce livre est à lire car il représente un bon condensé de la pensée dominante, et des analyses qui, leurs limites une fois énoncées, gardent une certaine pertinence.

Didier BERTRAND

CURTIS, Grant, *Cambodian reborn ? The transition to democracy and development*, Washington DC, Brookings Institution, et Genève, Institut de recherche des Nations Unies pour le Développement Social (IRNUDS-UNRISD), 1998, 224 p. [Brookings Institution Press, 1775 Massachusetts Avenue NW, Washington DC 20036 ; fax 001 202 797 6004, www.brook.edu]

Grant Curtis a vécu de 1987 à 1993 au Cambodge comme administrateur de projets de développement avec le PNUD et l'APRONUC. Chercheur-consultant en sciences politiques, il a depuis lors effectué plusieurs missions de recherche ; le présent ouvrage a été écrit fin 1996 et révisé après un dernier voyage fin 1997. Il examine le développement du Cambodge dans la période postérieure à l'APRONUC, après des années d'isolement et de conflit, et s'appuie sur une expérience approfondie de la question et des entretiens avec des membres du gouvernement royal, du corps diplomatique et des personnels d'ONG et d'organismes internationaux. L'auteur a aussi consulté les documents officiels du gouvernement et les nombreux rapports de recherche émanant de diverses organisations dont le SIDA.

Les élections de 1993 avaient soulevé de grands espoirs au Cambodge et entraîné une importante assistance internationale alors que les ONG se multipliaient. Le développement du pays est compris dans cet ouvrage à la fois comme le résultat et le préalable de cette étape de transition du processus de reconstruction. Lequel processus comprend trois axes : le soutien à l'émergence d'une nouvelle culture politique ; le développement de l'économie, des infrastructures et du capital humain (avec une attention particulière au monde rural) ; la renaissance de la société cambodgienne avec la création de nouveaux comportements appropriés à un Etat moderne afin d'éviter les égarements du passé. L'ouvrage se propose d'examiner les progrès dans ces trois domaines en prêtant attention aux intérêts parfois conflictuels des gouvernants, des instances internationales, des groupes d'intérêt locaux, des ONG et de la société civile.

Les nouvelles institutions introduites par la reconstitution de l'APRONUC n'ont évidemment pas fonctionné de la manière dont les experts occidentaux s'y attendaient. Ainsi l'Assemblée nationale n'est que la chambre d'enregistrement des décisions du gouvernement ; le taux d'absentéisme y est tel qu'elle atteint rarement le quorum nécessaire aux votes. Quant aux partis, les rivalités internes, les clivages,

décompositions et recompositions successives ont dérouté nombre d'observateurs prouvant qu'ils ne sont que des outils au service d'ambitions personnelles.

Le programme national de reconstruction et de développement du Cambodge, écrit avec des experts internationaux utilisant le jargon approprié et n'excluant aucun type d'assistance, a autorisé les donateurs à faire tout ce qu'ils voulaient, de la manière dont ils le souhaitaient plutôt qu'en accord avec les priorités et souhaits des Cambodgiens. Les États donateurs ou les organisations internationales se sont ainsi partagés les provinces et les ministères dans une espèce de foire humanitaire sans que soient mises en place une coordination ou une gestion des ressources. Un marché dynamique de l'aide humanitaire s'est ainsi installé, attirant des centaines d'ONG étrangères et encourageant la création d'autant d'ONG locales sans que soient évalués leurs résultats. Le fait qu'un grand nombre d'experts présumés très qualifiés résident dans la capitale a entraîné une 'sous-culture' de rédaction de projets et programmes, élaborés entre étrangers plus qu'au contact des Cambodgiens. Là encore aucun système n'a été introduit pour mesurer les compétences des acteurs et encourager le transfert de connaissances ou la formation de partenaires cambodgiens. Alors que les organisations internationales critiquaient les lentes capacités d'absorption du pays (ses résistances ?) personne ne se donnait véritablement les moyens de renforcer les compétences des acteurs locaux et des administrateurs, dont les salaires, maintenus au plus bas par la Banque mondiale, n'encourageaient guère le zèle. Le pays reste ainsi maintenu dans un système de dépendance quant à la reconstruction, en même temps que sont exacerbés les problèmes administratifs ou institutionnels.

Le chapitre consacré à la société civile, bien qu'empli de bonne volonté, est peu concluant car il s'appuie sur une revue de littérature sommaire, aux ressources limitées, même si de bons exemples tirés de divers projets de développement en illustrent bien la problématique. L'auteur souligne l'aspect irréaliste des objectifs de démocratie quand, à un niveau local, les organes de la société civile n'assurent pas une pratique de la participation (l'on pourrait d'ailleurs s'interroger sur la pertinence même de ce concept en milieu rural et sur ce qu'il peut représenter). Ce constat est d'autant plus sombre que ce sont les "développeurs" (occidentaux) qui viennent le plus souvent supplanter les instances locales de décision et d'organisation, imposant leurs plans, leurs objectifs et leurs stratégies, et accroissant ainsi la défiance exprimée par certains. Il semblerait en outre que la monétarisation des échanges, et le défi de l'autorité, ajoutés à une volonté de changement relativement faible, soient des obstacles à l'organisation de projets concrets par des chefs locaux dynamiques. Alors que des étrangers s'emparent avec illusion du développement communautaire des villages, il est important avant tout que les Cambodgiens rétablissent une vie spirituelle, des relations de confiance et des moyens pacifiques de résoudre les conflits.

La lecture aisée et agréable de cet ouvrage introduit bien au contexte historique et politique du Cambodge même si une analyse qui dépasse les sigles des partis et s'interroge sur les réseaux de pouvoirs en termes de parenté et clans, eût été judicieuse. L'auteur souligne l'absence de recherche approfondie sur l'environnement socioculturel du Cambodge effectuée par des Cambodgiens ; la

science politique ne peut faire l'économie des apports de l'anthropologie politique surtout dans un pays comme le Cambodge où les appartenances sont moins d'ordre idéologique que de clientèle. Même si des efforts sont tentés, il est regrettable que l'on garde encore ce sentiment de relative superficialité et cet excès de civilité des discours, se gardant de toute interprétation polémique parce qu'il ne s'arrête qu'à ce que les Cambodgiens nous donnent à voir et que nous interprétons avec notre entendement occidental. Pas plus que le précédent, ce livre n'apportera d'éléments nouveaux et inédits à la compréhension du Cambodge pour les spécialistes. Hormis quelques 'piques' concernant les experts étrangers et le *business* de l'humanitaire (en particulier les ONG), l'on regrettera l'absence de sérieuses analyses critiques sur les processus décisionnels et les égarements des "développeurs". Toutefois, écrit par un homme qui a une longue expérience du développement, il reste un ouvrage de référence en ce sens qu'il rend bien compte du contexte et des orientations déterminées dans les instances professionnelles du développement, et des questions ou des choix qu'elles posent.

Didier BERTRAND

RICHER, Philippe, Conseiller d'Etat, *Le Cambodge. Une tragédie de notre temps*, Presses de Sciences Po, septembre 2001, 221 p., 2 cartes, (124 F, 63 / 19 euros)

Le Cambodge de Philippe Richer se propose de fournir au lecteur néophyte une synthèse raisonnée des déboires rencontrés par le peuple khmer des origines de la crise cambodgienne – à la veille de l'indépendance – jusqu'à la période actuelle. Les Presses de Sciences Po qui éditent cet essai ont précisément pour vocation d'offrir à un public large des éclairages divers sur tel ou tel point de l'actualité ou de l'histoire contemporaine.

Dans le même esprit et chez le même éditeur, l'auteur avait dirigé récemment un essai sur la crise sud-est asiatique¹⁵, en continuation d'une synthèse plus vaste sur l'histoire politique contemporaine de l'Asie du Sud-Est, parue en 1981¹⁶. Ancien ambassadeur à Hanoi et encore actuellement Conseiller d'Etat, Philippe Richer appartient à cette tradition française de connaisseurs de l'Indochine, qui – sans être spécialiste d'aucun pays en particulier – n'en ont pas moins une certaine pratique du terrain de par leur fonction officielle.

Dans son avant-propos, Philippe Richer expose la problématique autour de laquelle il bâtit son essai. Il s'agit de décrire la tragédie qu'aurait connu le Cambodge pour avoir subi un condensé de toutes les convulsions de l'après Seconde guerre mondiale : le communisme, la décolonisation, le Tiers-mondisme, la guerre froide, le

¹⁵ Philippe RICHER éd., *Crises en Asie du Sud-Est*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1999, 309 p., CR par Marie-Sybille de VIENNE, *Péninsule* n° 38, 1999, p. 186-188.

¹⁶ Philippe RICHER, *L'Asie du Sud-Est. Indépendances et communismes*. Notre Siècle, Imprimerie Nationale, 1981, 430 p. CR par Jacques NEPOTE, *Péninsule* n° 8-9, 1984, p.207-209.

conflit sino-soviétique, les conflits indochinois. Pour ce faire, il propose une relecture des faits à partir d'ouvrages de seconde main, en s'appuyant en particulier sur l'ouvrage de David Patrick Chandler, *The Tragedy of Cambodian History, Politics, War and Revolution since 1945*¹⁷. Cette histoire du temps présent sera éclairée par un retour sur le passé, qui se limite pour l'auteur au temps des colonies (4 p.), une carte présentant par ailleurs le contraste entre l'expansion territoriale de l'empire khmer et la cartographie politique du Cambodge actuel (1 p.), puis une seconde carte recense les différentes étapes de l'expansion des *Kinh* vers le delta, la *nam viêt* (1 p.).

La thèse soutenue veut que les événements tragiques survenus au Cambodge s'expliquent moins par un enchaînement chronologique rigoureux que par un éclairage successif des divers aspects factuels du drame, dont la temporalité du phénomène Khmer Rouge (genèse, apogée, déclin) est le fil d'Ariane. En d'autres termes, si le Cambodge a connu une tragédie, c'est parce qu'un groupe politique, les Khmers Rouges, a su prendre le pouvoir à la faveur d'un contexte doublement favorable (second conflit indochinois, autoritarisme du régime de Sihanouk), puis a provoqué les exactions que l'on sait, pour enfin déclencher le troisième conflit indochinois. La thèse est modulée en sept chapitres, de taille très variable, et dont l'architecture – passablement déséquilibrée – est la suivante :

Une première partie s'attache à décrire les étapes de la crise cambodgienne depuis sa genèse jusqu'au processus de paix onusien. Le chapitre I ("Les Khmers rouges") retrace brièvement l'histoire du mouvement Khmer Rouge de ses origines à 1979 (41 p.) ; le chapitre II ("L'internationalisme à rude épreuve") traite des relations conflictuelles entre communistes cambodgiens et vietnamiens depuis leurs premiers contacts jusqu'au troisième conflit indochinois débouchant sur l'occupation vietnamienne du Cambodge (31 p.) ; le chapitre III ("Un marathon diplomatique") retrace les conciliabules diplomatiques des années quatre-vingt en vue d'un règlement du conflit, jusqu'aux Accords de Paris en 1991 (21 p.) ; le chapitre IV ("Dernier acte de la tragédie ?") retrace les tribulations politiques cambodgiennes de la mise en place du processus de paix onusien (1992) aux tractations qui ont suivi les élections législatives de 1998 (22 p.).

Une deuxième partie est constituée du seul chapitre 5 ("Une vie pour le Cambodge"), qui opère une seconde lecture de la crise cambodgienne, à travers cette fois le parcours politique personnel de Norodom Sihanouk, de sa croisade pour l'Indépendance à son retour en tant que roi sur la scène politique cambodgienne, dans les années quatre-vingt-dix (27 p.).

Enfin, une troisième et dernière partie propose un bilan du Cambodge de la reconstruction. Le chapitre 6 ("Une société fragilisée") examine les aspects internes du problème de la reconstruction (18 p.), puis le chapitre 7 ("Le Cambodge en Asie") en aborde les aspects externes, relatifs à la place du Cambodge dans le concert des nations asiatiques (17 p.).

¹⁷ CHANDLER, P., David, *The Tragedy of Cambodian History, Politics, War and Revolution since 1945*, New-Haven, Londres, Yale University Press, 1991, 396 p. CR par Serge THION, *Explaining Cambodia : A review Essay*, Working paper n° 11, Department of Political and Social Change, Research School of Pacific and Asian Studies, Australian National University, Canberra, Australia, november 1994, pp. 4-5.

Des extraits des actes de la Conférence de Paris sur le Cambodge sont ajoutés en annexe (Documents, 13 p.), et suivis d'une chronologie succincte (3 p.), d'une liste des sigles (2 p.) ainsi que d'un index des noms (3 p.) qui vient clore l'ouvrage.

Ce qu'il faut penser de ce livre se résume peut-être dans son titre, "Une tragédie de notre temps". L'évocation d'un caractère *tragique* dans la recension des événements du Cambodge contemporain apparaît comme un *topos* littéraire qui marque la difficulté des auteurs à expliquer la complexité de la crise cambodgienne. De la *tragédie sans importance* de Shawcross, à la *tragédie de notre temps* de Richer, jusqu'à la plus canonique *Tragedy of Cambodian History* de Chandler, on a là toute une littérature qui propose comme fil directeur un curieux 'concept' dont le moins qu'on puisse dire est qu'il prête le flanc à la critique. Ce dernier laisse entendre que l'enchaînement des faits était en quelques sortes écrit (ce qui est on ne peut plus an-historique), ou pis encore, qu'il fut vécu de manière passive par les principaux acteurs du drame, les Cambodgiens, comme s'ils n'étaient pas partie prenante d'une histoire qu'ils ont, d'une manière ou d'une autre, contribué à écrire. L'aspect 'tragique' des événements permet ainsi de passer sous silence quantité de faits *a priori* paradoxaux, comme l'acharnement tout particulier des élites cambodgiennes à ruiner leur propre pays, certainement un des facteurs premiers d'explication de l'instabilité politique récurrente dont souffre le pays khmer depuis trois siècles. Il permet aussi de se focaliser sur la biographie personnelle des très rares figures politiques à propos desquelles on dispose de quelques données fiables (Pol Pot ou Sihanouk, voir ici le chapitre V entièrement consacré à Sihanouk), et de sur-interpréter l'histoire en laissant à ces personnages toute la latitude que notre faible connaissance des acteurs politiques et des modes d'action politique engendre¹⁸. Il en résulte une histoire anecdotique et psychologisante, dans laquelle toute dimension sociologique est évacuée au profit d'un programme événementiel fondé sur l'action de tel ou tel grand personnage. On est là aux antipodes d'une histoire-problème.

L'ouvrage de Philippe Richer pousse le genre à son comble. La gangue de sentimentalisme qui recouvre le commentaire historien¹⁹ est telle qu'il faudrait reprendre quasiment chaque page pour y séparer la verve romantique du fait historique. Un exemple parmi d'autre, en 1863 la France n'impose évidemment pas au Royaume Khmer son Protectorat, puisque c'est au contraire à la suite d'une initiative cambodgienne de long terme qu'est signé le traité²⁰. Plus gênant sans doute, est la tenue générale de cette synthèse qui par bien des aspects laisse à désirer. Ce sont tout d'abord les coquilles, en grand nombre : le FUNCINPEC (Front UNI pour un Cambodge Indépendant, Neutre, Pacifique et Coopératif) est

¹⁸ "Tout au long de cette deuxième moitié du XXème siècle, quand le Cambodge n'est que malheur, sang et pleurs deux figures dominant sont histoire : un temps cefut Pol Pot, pseudo Frère Numéro 1 et sinistre bourreau, et, toujours, le prince Sihanouk presque toujours roi depuis 1941 et rarement absent du premier rôle", cf. pp. 13-14.

¹⁹ "De tous les pays de la planète 'terre', le Cambodge a eu le triste privilège de subir de plein fouet les contrecoups cruels de l'enchaînement diabolique de toutes les querelles et utopies meurtrières de notre époque", cf. quatrième de couverture.

²⁰ Voir p. 59 du livre. A ce propos, voir NEPOTE J., "Le Cambodge (1782 – 1866) et les Britanniques", *Péninsule* n° 41, 2000, pp. 105-135.

systématiquement atrophié en *FUNCIPEC* ; le coup de force des 5-6 juillet 1997 devient celui des 5-6 juillet 1977 ; enfin, la chronologie en fin d'ouvrage place l'année 1948 avant l'année 1947. Rien de très grave jusqu'ici. Beaucoup plus dommageable est l'absence de bibliographie. L'appareil critique étant lui-même réduit, les références à partir desquelles la synthèse a été rédigée sont proprement lacunaires²¹ et le texte s'en ressent évidemment. Relevons enfin deux contre-sens qu'une pratique plus poussée des Etudes Khmères contemporaines aurait pu éviter : celui relatif à la pseudo signification péjorative du mot *yuon* / viêt (p. 61), mythe éculé s'il en est²² ; et celui relatif aux positions de Noam Chomsky et de Serge Thion sur le régime Khmer Rouge. Ces derniers ne se sont jamais, contrairement à ce qui est affirmé (p. 52), "efforcés de trouver des excuses à cette immense tragédie", même s'il est exact qu'ils "ont jugé exagéré les propos des témoins oculaires ou les témoignages recueillis dans les camps".

Au premier degré, ce livre ne présente pas d'intérêt majeur. Il n'apprend rien au niveau factuel et ne propose qu'une vision compassée de la crise cambodgienne. En outre, ce pour quoi il eût pu être utile, à savoir ses qualités de synthèse et d'exposé à l'intention d'un public non spécialiste, pose, nous l'avons vu, problème. En revanche, à un second degré, il constitue une illustration exemplaire de la difficulté qui est celle des politologues occidentaux à traiter la crise cambodgienne en deçà des appareils institutionnels et des idéologies importés d'Occident, alors même que la compréhension des faits sud-est asiatiques invite précisément à ne pas s'y cantonner.

Grégory MIKAELIAN

²¹ L'ouvrage de CHANDLER en est la base, agrémenté de la biographie de Pol Pot par le même auteur (*Pol Pot Frère Numéro Un*, Paris, Plon, 1992, 343 p.), *Le Cambodge année Zéro* de François PONCHAUD, *Les larmes du Cambodge* de BECKER, *Le troisième conflit indochinois* de Nayan CHANDA, le travail d'Alain FOREST sur le protectorat (*Une colonisation sans heurts*), deux ouvrages de Sihanouk, l'ouvrage de Christophe PESCHOUX sur *Les nouveaux Khmers Rouges*, celui de THION et KIERNAN (*Khmers Rouges. Matériaux pour l'histoire du communisme au Cambodge*), quelques articles tirés de la presse spécialisée (*Asian Survey*, *Far Eastern Economic Review*) ou grand public (*Le Monde*, *Financial Times*, *International Herald Tribune*, *The Mirror*, *The Economist*), les rapports des missions étrangères (*Eglises d'Asie*), un rapport du PNUD, un étonnant 'ouvrage de référence' mais néanmoins dépassé de Charles ROBEQUAIN (*L'évolution économique de l'Indochine française*). Les seules sources (de première main) utilisées par l'auteur sont le témoignage de François BIZOT (*Prisonnier des Khmers Rouges*), une brochure traduite en Français du KD, les thèses d'économie rédigées par les hiérarques Khmers Rouges (HOU Yuon, KHIEU Samphan) et le témoignage de PIN Yathai (*L'utopie meurtrière*).

²² A ce sujet voir la mise au point de Serge THION dans "On Some Cambodian Words", *Watching Cambodia*, Bangkok, White Lotus, 1993, pp. 230-235.

METHODOLOGIE HISTORIQUE

GUERREAU, Alain, *L'avenir d'un passé incertain ; quelle histoire du Moyen Âge au XXI^e s. ?*, Paris, Seuil, 2001, 348 p.

Appuyé sur une érudition dont on ne perçoit pas la moindre faille et sur son expérience personnelle, Alain Guerreau a écrit un livre riche dont chaque page pourrait susciter le débat. Sa réflexion sur le Moyen Âge et sur la médiévistique semblerait s'adresser à un public de 'spécialistes', terme que l'auteur lui-même vilipende, il est vrai pour d'autres raisons. Or, les questions soulevées embrassent un domaine très large.

La thèse principale repose sur une conception longue du Moyen Âge qui s'étend de la chute de l'empire romain à la seconde moitié du XVIII^e s., période à laquelle les philosophes provoquent une fracture conceptuelle qui ne permet plus de penser la période précédente en intériorité. Les concepts de religion, de politique et d'économique colonisent l'imaginaire du monde occidental et tentent d'expliquer, rétrospectivement, une réalité qui fonctionnait sur ses propres logiques. L'histoire en tant que discipline n'a pas échappé à ces présupposés idéologiques. Alain Guerreau passe au crible sa discipline dans le but de redécouvrir le Moyen Âge par une étude scientifique. A mesure que l'on avance dans le livre, on comprend que l'auteur se fait une haute idée du métier d'historien. Le paradigme de ce dernier pourrait être un antiquisant, maîtrisant au minimum quatre langues vivantes et autant de langues mortes, capable d'avoir un jugement critique sur n'importe quel type de sources et notamment d'utiliser à bon escient les ressources de l'archéologie. A cette aune, force est de constater qu'il existe peu d'historiens en Europe occidentale.

En conclusion, Alain Guerreau propose "douze thèses" visant à réformer la médiévistique française et, pourquoi pas, européenne. Ce programme ambitieux se heurte à l'inertie – euphémisme – des institutions, ce qui n'échappe évidemment pas à l'auteur. Ce dernier suggère que les chercheurs adoptent une attitude (*sic*) qui permettrait l'avènement d'un nouvel âge de l'histoire médiévale. "La seule finalité du métier d'historien, lit-on p. 200, est de montrer comment les sociétés ont fonctionné et se sont transformées" (p. 242). L'historien doit donc, à l'occasion, se faire anthropologue autant que statisticien. Hélas, dans l'université française, l'interdisciplinarité demeure à l'état de vœu pieux, souvent réduite à la mise en place d'un séminaire. La formation actuelle des médiévistes répond par trop à des codes dont la finalité n'est pas de faire avancer la connaissance (p. 242).

Au-delà de l'aspect disciplinaire, les critiques ou les idées exprimées par Alain Guerreau dépassent largement du cadre de l'histoire médiévale. En changeant ce qui doit être changé, certains thèmes méritent considération dans le domaine des études orientales, comme la production de sens, la prise en considération de l'altérité ou encore ce que l'auteur définit comme la critique des 'grandes notions'.

Toute recherche, et pas seulement historique, doit être productrice de sens. Cette question est abordée dans le chapitre sur la sémantique historique (pp. 191-237), assurément le développement le plus brillant de l'ouvrage, mais cette 'traque' du sens traverse le livre. La construction d'un discours doit être non seulement étayée autant

que faire se peut par des investigations statistiques, ce que l'auteur a développé dans le chapitre précédent, mais aussi par une réflexion permanente sur les sources et les concepts. Une fois encore, la référence implicite pourrait être celle de l'histoire grecque, avec le débat sur la *polis*, par exemple, qui de Fustel de Coulanges à Oswyn Murray a nourri des générations d'historiens. Il est vrai qu'en histoire coloniale bien des chercheurs ne prennent pas la peine de réfléchir sur leurs sources ou sur les concepts qu'ils utilisent, ce qui discrédite, de fait, leur production. Alain Guerreau pointe aussi du doigt des pseudo-sciences qui ne sont au mieux que : "de simples techniques d'organisation et/ou de manipulation, quel qu'en soit le degré de raffinement" (p. 255) : les sciences juridiques (est-ce à dire le droit ?...), les sciences économiques ou les sciences politiques. Dans le spectre souvent vague qui va de l'ethnologie à l'anthropologie, l'auteur sépare le bon grain de l'ivraie. Le sentiment de malaise, maintes fois ressenti à la lecture d'ouvrages ayant trait à toutes ces disciplines, est ici clairement exprimé. Ces productions confinent, au pis, à l'imposture intellectuelle au mieux à la perte du sens par une construction théorique coupée des *realia*.

La réflexion sur l'altérité est intimement liée à celle du sens. "Deux sociétés différentes ne peuvent en aucune manière avoir le même système de représentations" (p. 207). Comme l'auteur le dit lui-même, ce constat est "d'une effrayante banalité". Pourtant, s'il est nécessaire de le rappeler, c'est que bien des chercheurs n'ont pas pris la peine de s'interroger sur ce point. En histoire médiévale, comme pour l'histoire de l'Orient menée par des Européens ou des Américains, les concepts occidentaux sont parfois directement plaqués sur l'Asie. Le substantif 'politique' décliné à tous les modes invite à ce type de méprise "ce qui revient à considérer que toutes les sociétés ont été et sont structurées de la même manière" (p. 262). Or comment penser la différence ? C'est bien là que réside le problème. La compréhension d'une société différente de la nôtre nécessite une immersion, au moins par la pensée, dans cette autre réalité. L'erreur consiste à ne prendre qu'un fil pour dérouler l'écheveau, qu'il s'agisse de la religion ou de la politique. Alain Guerreau fulmine contre les "histoires spéciales" du XIX^e s. qui ont contribué à segmenter le réel et, plus prosaïquement, à institutionnaliser les "spécialistes" de telle ou telle notion (p. 67-90). De même qu'il n'est pas souhaitable d'enfermer la recherche dans le champ clos des disciplines, il n'est pas non plus sain de renoncer à une vision d'ensemble de son champ d'études (on frémit à l'idée d'appliquer ce postulat à l'histoire contemporaine...). Le prix à payer est évidemment celui de l'érudition, pour ne pas dire du travail continu pendant des années, voire des décennies afin de produire une œuvre qui ait du sens. "La science historique, comme n'importe quelle autre, n'est pas une affaire de dilettantes, d'amateurs, de retraités ou d'individus exerçant une autre activité et consacrant à la science leur soirée et leur fin de semaine" (p. 296). A méditer... On pourrait ajouter qu'aucun titre, quel qu'il soit, ne permet de prétendre à une infaillibilité sur une question voire une période. Combien d'historiens – parmi les plus connus – ne fréquentent plus depuis des années les fonds d'archives mais s'érigent néanmoins en censeur de la profession !

En introduction, Alain Guerreau insiste sur les 'grandes notions'. Celles-ci formeraient des grilles dont le maillage permettrait une lecture fine de la période.

L'*ecclesia* ou le *dominium*, par exemple, structurent le mode de pensée des hommes et des femmes du Moyen Âge. Il importe donc de s'approprier ces concepts pour quiconque souhaite tenir un discours pertinent. Ces catégories ne sont toutefois pas figées car, comme la vie, la science est mouvement. L'auteur propose quelques clefs pour avancer dans la connaissance. Force est de constater que les colloques ne permettent plus de penser sur des thèmes tant ils sont devenus des lieux de sociabilité plutôt que d'échanges. Le débat s'est embourbé dans l'ornière des logiques de pouvoir et du politiquement correct. En quelques pages (p. 284 *sq.*), l'auteur explique magistralement pourquoi la recherche est aujourd'hui enlisée. Il faut 'Réorganiser le métier' en systématisant l'échange et la critique, écrire des comptes-rendus de lecture qui ne soit pas de simples fiches de lecture ou l'apologie (le renvoi d'ascenseur ?...) des mandarins au pouvoir, croiser le fer avec ses pairs pour progresser dans la connaissance, quitte à faire machine arrière. Ce programme pour le moins séduisant est réalisable en histoire médiévale, mais ne serait-il pas utopique pour les périodes postérieures ? L'abondance de sources depuis le XVIII^e s. a provoqué une perversion de ce 'contrôle croisé' des connaissances dont parle Alain Guerreau. En effet, il n'est pas rare que des fonds d'archives ne soient exploités que par un thésard qui, au terme de sa soutenance, pourra se proclamer... spécialiste de la question. Les membres du jury ne se seront prononcés que sur la vraisemblance et la cohérence des propos écrits selon une rhétorique parfaitement codée. La carrière de l'impétrant sera marquée par le sceau de son patron de thèse et les louanges ou l'anathème des autres membres du jury. Il est tout à fait possible en revanche que de grossières erreurs aient pu être exprimées et ultérieurement diffusées. Ce qu'Alain Guerreau dénonce en histoire médiévale se produit, hélas, à une plus grande échelle en histoire moderne ou en contemporaine. D'aucuns pourraient reprocher à l'auteur sa propension à donner des leçons. Or, il faudrait être, d'une part, exempt de tout reproche et, d'autre part, avoir du courage pour contester la validité des propos tenus... En revanche, les persifleurs ne vont pas manquer.

William GUERAICHE